

## L'Allemagne peut mieux faire

Isabelle Bourgeois

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4491>

DOI : 10.4000/rea.4491

ISBN : 978-2-8218-1424-0

ISSN : 1965-0787

### Éditeur

CIRAC

### Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2012

Pagination : 3-4

ISSN : 1156-8992

### Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « L'Allemagne peut mieux faire », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 107 | décembre 2012, mis en ligne le 14 janvier 2013, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4491>

---

## L'Allemagne peut mieux faire

La conjoncture mondiale tourne au ralenti depuis plusieurs mois et, malgré des signes d'amélioration, l'économie européenne reste affaiblie par les crises de la dette souveraine et de la compétitivité qui affectent ses Etats membres. Seule l'économie américaine tire pour l'instant encore l'activité mondiale. Dans ce contexte, le ralentissement conjoncturel prévu pour l'Allemagne en cette fin d'année se confirme. Au troisième trimestre, le PIB allemand n'aura crû en glissement annuel que de 0,4 %, après 0,5 % au deuxième et 1,7 % au premier (Destatis).

Malgré des fondamentaux solides, la croissance de l'économie allemande reste bridée, tant les incertitudes qui pèsent sur l'activité mondiale et celle de la zone Euro incitent actuellement les entreprises à l'attentisme, explique la Bundesbank dans son rapport mensuel de novembre (19-11-2012). Dans ces conditions, le PIB ne devrait croître que de 0,8 % en 2012, le creux de la vague étant attendu au cours de l'hiver, rappelle le Conseil des Sages qui a rendu son rapport annuel le 7 novembre. Ensuite, les activités devraient reprendre mais, face aux incertitudes notamment au sein de la zone Euro, elles ne développeront pas leur pleine puissance, et le PIB allemand ne croîtra que de 0,8 % en 2013 aussi. Plus prudente, la Bundesbank table, elle, dans ses prévisions conjoncturelles publiées le 7 décembre, sur une croissance de 0,7 % en 2012 et de 0,4 % seulement en 2013, avant une nette reprise (+1,9 %) en 2014.

**Croissance de 0,8 %  
en 2012 et 2013**

Allemagne. Prévisions du Conseil des Sages					
	2008	2009	2010	2011 P	2012 P
PIB (%)	-5,1	4,2	3,0	0,8	0,8
Consommation (%)	0,8	1,1	1,5	0,9	0,9
privée (%)	0,1	0,9	1,7	0,9	0,8
publique (%)	3,0	1,7	1,0	1,1	1,0
Investissements					
biens d'équipement (%)	-22,5	10,3	7,0	-3,3	0,2
construction (%)	-3,2	3,2	5,8	-0,4	2,1
autres (%)	-2,9	3,3	3,9	2,1	2,3
Demande intérieure (%)	-2,5	2,6	2,6	0,0	0,8
Part de l'excédent commercial dans le PIB (points de pourcentage)	-2,9	1,7	0,6	0,8	0,0
exportations (%)	-12,8	13,7	7,8	3,9	3,8
importations (%)	-8,0	11,1	7,4	2,5	4,2
Actifs occupés (milliers)	40 370	40 603	41 164	41 569	41 745
Chômeurs indemnisés (milliers) <sup>a)</sup>	3 415	3 238	2 976	2 899	2 917
Actifs occupant un emploi soumis à cotisations (milliers)	27 493	27 756	28 440	28 949	29 196
Taux de chômage (Agence de Nuremberg) (%)	8,1	7,7	7,1	6,8	6,9
Prix à la consommation (%)	0,4	1,1	2,3	2,0	2,0
Déficit public (%) <sup>b)</sup>	-3,1	-4,1	-0,8	0,1	-0,1

Source : Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung, *Jahresgutachten 2012/13* (07-11-2012). NB : PIB et composantes en données corrigées des prix. a) Données de l'Agence fédérale pour l'emploi (Nuremberg) ; b) le déficit 2010 tient compte de l'encours de l'adjudication des fréquences cellulaires (4,38 milliards €) ; sans celui-ci, le déficit serait de 4,3 % du PIB.

L'économie allemande est actuellement, dans la zone Euro, la seule qui résiste encore au ralentissement conjoncturel, voire à la récession. Son moteur traditionnel – les exportations – reste performant, bien que le contexte européen et mondial soit moins porteur. Au troisième trimestre, l'excédent commercial a ainsi tiré la croissance du PIB à hauteur de 0,3 point de pourcentage par rapport au précédent (ou de 1,4 point par rapport à 2011 ; Destatis). La demande de biens et services allemands (+1,4 %) émanait pour l'essentiel des pays tiers, Etats-Unis, Japon et Royaume-Uni en tête ; quant aux importations (+1,0 %), elles provenaient surtout de la zone Euro, signe du regain de la compétitivité à l'export des partenaires de l'Allemagne.

Les investissements en biens d'équipement ont poursuivi au troisième trimestre le recul (-2,0 % par rapport au précédent, mais -8,0 % par rapport à la même période de 2011) qui s'était esquissé au début de l'année. Le contexte peu lisible incite en effet les entreprises à la prudence, rappelle la Bundesbank, soulignant que leur attentisme actuel montre que des conditions de financement favorables ne peuvent pas déployer d'effets expansifs lorsque trop d'incertitudes pèsent sur le climat de confiance. Il est vrai que la composante « perspectives » de l'indice ifo ne cessait de reculer depuis six mois ; mais à la surprise générale, elle s'est redressée en novembre. Quant aux in-

**Excédent commercial  
toujours positif**

**Les incertitudes  
tassent l'investissement**

**Stabilité de l'emploi et  
confiance des consommateurs**

vestissements dans l'immobilier (+1,5 %), ils sont surtout tirés par la forte demande des particuliers en logements ou placements immobiliers qu'ils préfèrent à l'épargne, jugée trop peu rentable en ce moment ; au troisième trimestre, le taux d'épargne des ménages se situait à 8,8 % seulement (Destatis).

L'autre moteur de la conjoncture, la consommation, poursuit son essor, qu'il s'agisse de la consommation publique (+0,4 %) ou privée (+0,3 % ; Destatis). Il est tiré par un marché de l'emploi extrêmement stable en comparaison européenne et par la hausse des revenus disponibles (+1,3 % en un an). La hausse des salaires réels a été élevée (+3,1 %), mais la marge a été rognée en partie par l'inflation et surtout par la forte augmentation des prix de l'énergie. La confiance des consommateurs s'explique principalement par la bonne tenue de l'emploi : le nombre d'actifs occupés (41,7 millions) n'a jamais été aussi élevé depuis l'Unité allemande. Quant au nombre de demandeurs d'emploi, il reste stable : en novembre, il était par exemple de 2,75 millions selon les données administratives de l'Agence fédérale pour l'emploi (5 000 personnes de plus seulement qu'en octobre, en données CVS). Selon les critères de l'Agence de Nuremberg, le taux de chômage est de 6,5 % en novembre comme en octobre ; selon les critères de l'OIT, utilisés par Destatis, il est de 5,3 % en octobre (2,24 millions de demandeurs d'emploi). Quant au nombre de postes à pourvoir, il demeure élevé (451 000 en novembre), mais recule légèrement (41 000 de moins en un an ; Agence de Nuremberg).

**Des finances publiques  
pas encore consolidées**

En ce qui concerne les finances publiques, « le tableau est mitigé » (Bundesbank). Car si d'une part, le déficit semble presque maîtrisé, la dette risque d'augmenter encore à cause des mesures prises pour juguler la crise des dettes souveraines au sein de la zone Euro et du fait de la liquidation de la banque publique WestLB. Or la compression du déficit a pour principale origine la bonne tenue de l'activité et de l'emploi qui accroissent l'encours fiscal et génèrent un excédent dans les comptes sociaux. Mais, explique la Bundesbank, les forts excédents des caisses d'assurance sociale masquent les déficits importants dans les budgets du Bund et, plus encore, des Länder et communes. Et elle s'insurge contre le fait que dans son programme budgétaire, la Fédération puise « *ad hoc et une fois de plus* » dans les comptes sociaux et décide des dépenses « *dont l'ampleur ne sera pleinement visible qu'à terme* ». Dès lors, la Buba rappelle à l'ordre encore une fois le gouvernement fédéral : « *la consolidation de tous les budgets publics devrait être la priorité pour que l'Allemagne conserve son rôle d'ancre de stabilité dans la crise européenne de la dette* ». La période de croissance (relative) est propice à ces efforts.

« **UNE ARCHITECTURE SOLIDE POUR L'EUROPE – LA NÉCESSITÉ D'AGIR EN INTERNE** ». C'est sous ce titre que le Conseil des Sages publie son rapport annuel 2012/13. Il donne un satisfecit au gouvernement fédéral (et à ses partenaires) pour les progrès réalisés dans la gestion des crises européennes, mais les considère comme de loin insuffisants encore puisque l'essentiel de l'effort de stabilité au sein de la zone Euro est à mettre à l'actif de la seule BCE. Il propose donc quelques pistes (dénommées « *Maastricht 2.0* ») pour créer des règles afin d'éviter que ne se reproduisent certaines des erreurs passées. Elles reposent sur trois piliers : préservation de la souveraineté des Etats membres en matière de politique économique et budgétaire (1), mais réforme des règles budgétaires au sein de la zone Euro (2) prévoyant une procédure d'insolvabilité pour ses Etats membres.

Par ailleurs, il conseille vivement au gouvernement fédéral de poursuivre les réformes structurelles sans pour autant revenir en arrière sur celles qui ont été mises en œuvre ou engagées pour flexibiliser le marché du travail et pérenniser le financement de l'assurance retraite notamment. Quatre axes sont prioritaires : libéraliser plus le marché de l'énergie dans le cadre de la transition pour enrayer la flambée des prix et garantir l'approvisionnement en électricité ; mieux asseoir à terme le financement des systèmes de protection sociale ; réformer la fiscalité des entreprises et mener une politique « *nettement plus audacieuse* » de consolidation des finances publiques ; enfin, ne pas re-réguler le marché du travail en créant par exemple un SMIC légal, au risque de renouer avec la spirale d'exclusion qui prévalait jusqu'au début du millénaire. L'Allemagne doit, en poursuivant les réformes structurelles, assumer la responsabilité que lui confère sa compétitivité dans l'UE et la zone Euro. Les Sages répètent là l'injonction formulée dans leur rapport 2010/11 ; il était intitulé : « *Assumer la responsabilité européenne* ».

I. Bourgeois (07-12-2012)